

**REPUBLIQUE DU BURUNDI  
FONDATION POUR L'UNITE  
LA PAIX ET LA DEMOCRATIE.**

**"PAIX ET SECURITE POUR TOUS "**

***Par Honorable BUKURU Thomas***

# PAIX ET SECURITE POUR TOUS

Par Honorable BUKURU Thomas

## I. DEFINITION DU THEME

## II. ORIGINE DE LA QUESTION

## III. ETAT DES LIEUX

## IV. CONCLUSIONS

## V. RECOMMANDATIONS.

### I. DEFINITION

La définition de ces deux vocables "PAIX" ou "SECURITE" est très difficile à faire en ce sens que cette dernière s'étend sur plusieurs domaines.

Est-il suffisant de dire que quelqu'un a la paix parce que - Il a de quoi à manger

- Il est en bonne santé
- Il est respecté dans la société ?
- Il est gardé par des commandos ?
- Il a un fusil pour se protéger
- Il reste tout près d'une position militaire ?
- Il a un fils, un grand frère ou un papa chef d'Etat-Major, commandant d'un camp
- Il jouit de l'immunité et qu'il ne peut pas être emprisonné arbitrairement ?

Ici je pense que grand nombre de gens quand ils parlent de paix de sécurité, ils veulent tout simplement parler de l'absence de la mort, non pas la mort causée par la maladie, l'accident de toute sorte, etc ... mais la mort causée par les malfaiteurs ou les criminels de tout genre. Cela est valable pour le vocable paix que pour le vocable Sécurité. Tout le monde réclame la paix, la sécurité aujourd'hui plus qu'hier et comment en est-on arrivé à une telle situation.

### II. ORIGINE DE LA QUESTION.

Avant l'indépendance, je ne peux pas dire que les burundais vivaient en paix. Parce que comme chacun de nous le sait, le Burundais d'avant l'indépendance était soumis à des travaux forcés, était chicotté, il était rançonné dans de système appelé ugushikana, il produisait que soit le produit de l'agriculture que de l'élevage pour le colonisateur, il y en a qui fuyaient même le pays, pour aller s'établir dans des pays où ils estimaient et espéraient vivre en paix.

Malgré cette situation de manque de paix et sécurité, des burundais ne réclamaient pas la paix et la sécurité comme nous l'observons aujourd'hui parce qu'ils y a un stade qui n'était pas encore atteint, celui de la perte de la vie.

Voyons la période entre l'indépendance et la République.

Les Burundais n'ont pas gagné grand chose dans le domaine de la paix et sécurité parce que tout simplement le système colonial a été remplacé par le système Burundais qu'ils ont baptisé système monarchique. Les Burundais étaient soumis à la chicotte, rançonnés, soumis aux travaux forcés, ils étaient contrés toujours à l'exil pour aller chercher où vivre en paix.

### **La fin de la monarchie et la Première République.**

Ici la situation devient très grave, des rivalités politiques et ou ethniques commencent ce qui se trouvent au pouvoir persécutent la population pour essayer de s'y maintenir, les rivalités régionales, claniques et autres s'érigent en mode de gouvernement, la population ne vas pas simplement être rançonnée, soumise aux travaux forcés, ugushikana, mais elle va aller jusqu'à perdre la vie.

Les grands événements sanglants qui se sont succédés et le rôle joué par des forces de défense et de sécurité.

#### **1965.**

Toutes les ethnies étaient représentées au sein des corps de défense et de sécurité. Les hutus seraient même majoritaire selon certains ouvrages. Les hutus se sont insurgés à Muramvya en 1965, ils ont tué des tutsis, mais cette situation de rébellion était stoppée et anéanti par l'armée malgré la composition ethnique que je viens d'évoquer ci-haut.

#### **1972.**

L'extermination des tutsis au Rwanda en 1959 a fait que les tutsi du Burundi restent au qui vive. Cela est observé à travers les événement qui ont eu lieu avant 1972 que soit en 1965 qu'en 1968-69. Les tutsis pensaient à tort où à raison que les hutus préparaient leur extermination et vice-versa.

Bien qu'il n' ya pas eu une situation de guerre civile généralisé à travers tout le pays ou encore moins une situation de mutinerie au sein des corps de défense et de sécurité ; un constat est quand même là, l'essentiel d'intellectuels ainsi que des membres des forces de défense et de sécurité de l'ethnie hutu ont été exterminé à moins d'un mois, c'est-à-dire durant le mois de mai 1972.

La méthodologie d'extermination utilisée à cette époque pour que les hutus qui étaient majoritaires au sein des forces de défense et de sécurité soient exterminés à moins d'un mois sans qu'il y ait resistance quelconque a étonné l'observateur en général et les hutus en particulier et cela a fait que les hutu aient peur d'adhérer à ces corps, et d'ailleurs non seulement les hutus avaient peur, mais les tutsi planificateurs de ces exclusions balisaient pour que les hutus n'adhèrent plus massivement à ces corps.

Ici en parlant des hutus qui ont été exterminés, je fais allusion au domaine des corps de défense et sécurité mais je n'exclue pas que les tutsi ont trouvé la mort en 1972 dans le domaine que je peux qualifier de civil.

Depuis 1972, l'exclusion des hutus au sein de ces corps s'est empiré jusqu'à ce jour selon certaines anecdotes, il était interdit à un officier de l'armée burundaise d'épouser une femme de l'ethnie hutu, je ne sais même pas si cette mesure n'est pas en vigueur même jusqu'au moment où je vous parle. Plusieurs dispositions ont été prise pour se rassurer qu'un hutu n'entre pas à l'armée sans qu'on le sache c'est notamment de fameux système de parrainage pour être recruté à l'armée qu'à la police, le candidat devait être parrainé par un officier ou à défaut un sous-officier qui était en mesure de garantir que le candidat n'était pas hutu, cela n'a pas empêché des politiciens de prêcher la transparence dans les recrutements, cela est valable pour la deuxième que la troisième république.

Notons en passant que l'exclusion n'était pas seulement à caractère ethnique, mais aussi régionale.

### 1988

Les hutus se soulèvent encore à Ntega et Marangara, les familles tutsi sont tuées. Les hutus qui sont ici voudront bien m'excuser, ils peuvent avoir d'autres versions c'est possible parce que comme vous le savez tous, l'histoire de notre pays ne présente une lecture commune sur aucun événement sanglant qu'a connu le Burundi, et cela constitue un malheur pour les générations futures, ici donc je ne me base que sur des versions officielles.

Je disais alors que les hutus se sont soulevés, ils ont tué les tutsi à Ntega et Marangara.

L'armée devait stopper ces tueries et mater le soulèvement, c'est l'une de ses missions. Mais le caractère mono-ethnique de ce corps, la brutalité avec laquelle l'armée intervint à Ntega et à Marangara, les moyens inappropriés que l'armée avait utilisé pour stopper cette situation, ont ébranlé le peu de confiance que la population, surtout les hutus avaient encore envers ce corps.

### 1993.

Avec le processus de démocratisation, un hutu est porté à la magistrature suprême par les élections de juin 1993.

Je ne veux pas entrer encore une fois dans l'histoire, mais comme celle-là est très récente, un constat est quand même là.

Un hutu devient chef suprême de la magistrature, commandant en chef de l'armée, mais une armée qui n'était même pas préparée à recevoir quelques hutus en son sein, une armée qui était dressée presque contre le hutu, la réaction ne devait être que celle que nous avons observée c'est-à-dire le refus de ce pouvoir-là.

Un groupe de hutus et tutsi avec Nyangoma à la tête trouvent que personne ne peut diriger, même s'il a gagné les élections, s'il n'a pas une armée qu'elle contrôle, qu'elle manipule.

C'est ainsi qu'ils ont créé en catastrophe les F.D.D. (force pour la défense de la démocratie). Ces forces n'étaient pas les seules du genre, il existait d'autres groupes armés comme le Palipehutu et le Frolina qui étaient un peu plus âgés par rapport aux F.D.D.

Dès leurs créations, les F.D.D. ont semé la terreur et la désolation d'ailleurs à un certain moment elles étaient devenues de véritables tueurs, je ne sais même pas s'ils ont changé de telle manière qu'un observateur pouvait se poser la question de savoir qu'elle était l'objectif qu'ils avaient à atteindre autre que tuer.

Dans la suite, ces groupes armés rivalisaient avec certains éléments des corps de défense et de sécurité pour tuer tous les populations civiles innocentes. Les F.D.D. tuaient les tutsi et les hutus qu'ils qualifiaient d'Ivyitso et les éléments de l'armée tuaient les hutus, et cela continue jusqu'aujourd'hui.

## **ETAT DES LIEUX.**

Depuis le coup d'Etat du 21/10/1993, le pays est entré en guerre contre ses citoyens. Les uns ont formé des groupes armés, d'autres ont créé des milices et que sais-je encore.

Le pays a été détruit par ses fils et continue à l'être même aujourd'hui. Comme il est d'usage, quand il y a un différend dans une famille, les frères peuvent aller jusqu'à se lancer même de gifles, mais enfin de compte, pour trouver une solution durable, ils doivent trouver un terrain de dialogue. Pour le cas de notre pays, on est pas allé seulement jusqu'à des gifles, on sait même entretuer. Mais là aussi comme dans une famille, la finalité c'est trouver un terrain d'entente, une voie de dialogue.

Cela est entrain d'être fait pour les politiciens, le pas déjà franchi est très important pour moi, mais il reste une autre catégorie de belligérant qui n'est pas encore associée au dialogue c'est la rébellion ou les groupes armés dans d'autres termes. Tout le monde réclame l'arrêt des hostilités et la levée de l'Embargo pour que la paix et la sécurité revienne dans tout le pays. Pour la levée de l'embargo, je pense qu'il sera levé d'ici peu, mais pour l'arrêt des hostilités, les problèmes ne manquent pas. Le gouvernement, l'Assemblée Nationale, les partis politiques agréés et même les groupes armés demandons tous que la rébellion soit associée aux pourparlers d'Arusha, afin que tous les burundais puissent retrouver la paix.

**Constat** : La rébellion n'est toujours pas invitée à Arusha. Où se trouve le blocage aujourd'hui.

Je sais que le C.N.D.D. s'est séparé de l'aile militaire  
F.D.D

Le médiateur n'a pas fait grand chose pour résoudre cette question du CNDD afin qu'il invite la rébellion aux pourparlers. Voici ce qu'un ami m'a raconté en blagant.

La rébellion F.D.D. est allé demander au médiateur de l'inviter aux négociations d'Arusha, il n'y a pas longtemps. Et que ce qu'ils ont eu comme réponse du médiateur ;

je cite : "Si vous voulez participer aux négociations d'Arusha, vous pouvez y parvenir de la manière suivante".

1° Reconciliez-vous avec NYANGOMA et vous ferez partie de sa délégation.

2° Si vous ne voulez pas faire partie de la délégation de NYANGOMA, comme vous êtes à l'intérieur du pays, réconciliez vous avec le gouvernement, et vous viendrez à Arusha comme les autres militaires que je vois toujours dans la salle des plenières. Cela voudrait dire quoi, pour le médiateur, l'arrêt des hostilités n'est pas un dossier urgent à expédier. Vous savez, les burundais ne veulent pas de beaux discours aujourd'hui, mais quelque chose de palpable, quelque chose de pratique minime soit-il. Le gouvernement a promis et s'est engagé à ramener la paix, à garantir la paix et la sécurité pour tous, je reconnais que le gouvernement ne doit pas étaler les stratégies arrêtées pour ramener la paix, mais comme le gouvernement lui-même a toujours l'habitude de le dire et je partage la même conviction, la paix ne viendra pas de l'extérieur. Mais alors, le gouvernement doit concrétiser ses propos même pour l'arrêt des hostilités.

Les rebelles sont à l'intérieur du pays, ils sont sur les hautes montagnes du Burundi, ils sont les fils du Burundi, je pense que l'État Burundi, représenté par le gouvernement du Burundi, devait rencontrer ces rebelles non pas à Arusha, mais d'abord au Burundi, désormais le gouvernement du Burundi ne devait pas chercher à balayer cette rébellion mais plutôt à la ramener dans le bercails c'est cela un gouvernement responsable pour moi mais une question reste quand même toujours posée, c'est celle de savoir ce que deviendront les rebelles après l'arrêt de la guerre. Certains souhaitent que cette rébellion soit arrêtée, jugée et punie. Cela voudrait la paix théoriquement, mais en pratique ils n'ont pas besoin de la paix.

D'autres souhaitent que cette rébellion soit accueillie tambours battant et qu'elle soit réintégrée dans l'armée avec des pourcentages de fois même illogique. Ceux-là ne sont pas différents des précédents, ce que je peux dire à ces deux opinions c'est ceci :

Pour la première opinion qui pense qu'il faut les arrêter, les juger et les punir, qu'elle sache que ce sont les fils de ce pays et que le Burundi est une mère.

Pour la deuxième opinion qui pense qu'il faut les accueillir tambours battants et les intégrer dans l'armée, qu'elle sache qu'un rebelle est quelqu'un qui se marginalise, et qui est ensuite marginalisé par la société.

Pour l'opinion en général sur cette question, voici ce que je propose en guise de réponse à la question de savoir ce que deviendront les rebelles après l'arrêt de la guerre.

Dès la cessation des hostilités, les rebelles devront être cantonnés quelque part. Dans un deuxième temps, dans ces cantonnements, les rebelles devront recevoir des causeries morales, un cours de civisme qui devra leur permettre de se réinsérer dans la société.

Dans un troisième temps tout en les maintenant dans un cantonnement on va leur permettre d'aller visiter leurs familles respectives et rentrer ensuite dans les cantonnements.

Dans un quatrième temps, on va songer à leur formation civique obligatoire.

Dans un cinquième temps, on pourra songer à leur réintégration socio-professionnelle.

En ce moment, celui qui veut poursuivre ses études pourra le faire. Celui qui veut servir son pays à l'armée et qui le peut pourra avoir l'opportunité de le faire, celui qui veut devenir maçon, menuisier, infirmier, agriculteur, enseignant et qui sais-je encore pourra avoir lui aussi l'opportunité de le faire.

## **CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS.**

Pour l'adhésion au corps de l'armée,

- Je propose que tout Burundais qui remplit les conditions à convenir et le désire, puisse avoir la chance d'adhérer à ce corps.
- que personne ne soit exclu de ce corps à cause de son appartenance ethnique, régionale, clanique ou autre.
- Qu'il y ait une commission nationale chargée du recrutement à l'armée et à la police sous la supervision du conseil national de sécurité.
- Qu'il y ait le système de terme fixe respectable à l'armée et à la police pour permettre la correction de l'exclusion qui connaît ces corps depuis 1972.
- Que l'armée et la police ne soient plus considérées comme un rempart pour une ethnie quelconque au Burundi.
- Que l'armée soit l'espoir de la stabilité au Burundi.
- Que la police nationale ait un seul commandement avec comme référence la commune.

Je vous remercie